

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 34 (1942)
Heft: 2

Artikel: L'économie suisse en 1941
Autor: Weber, Max
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384305>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

34^{me} année

Février 1942

N° 2

L'économie suisse en 1941.

Par *Max Weber*.

Le conflit est le père de toutes choses, disait Héraclite. Même en ne souscrivant pas intégralement à cet axiome, il faut bien reconnaître que, dans tous les pays, la guerre détermine d'une manière décisive l'activité économique des hommes. En 1941, nous avons enregistré une nouvelle recrudescence non seulement des opérations militaires, mais encore de la guerre économique. Le conflit englobe maintenant l'Asie presque tout entière. Depuis le mois de décembre, les Etats-Unis sont entrés dans le conflit; les pays de l'Amérique latine sont plus ou moins en état de belligérance. La nouvelle conflagration englobe plus du 90 pour cent de la surface et de la population de la planète. Dans ces conditions, il est évident que l'économie mondiale s'adapte de plus en plus à la guerre et se fractionne en secteurs entre lesquels toutes relations économiques ont cessé. Il ne saurait donc guère être question d'une « situation » économique mondiale ou d'une « évolution ». Quoi qu'il en soit, il n'est pas inutile de procéder à un

tour d'horizon économique.

L'an dernier nous soulignions ici même la difficulté de disposer d'informations sûres sur l'activité économique dans les divers pays. Cette constatation n'a rien perdu de son actualité, au contraire. Les chiffres réels de la production sont faussés par les nécessités de la propagande, aussi bien intérieure qu'extérieure. Dans quelques pays, les indices du coût de la vie sont « frisés »; en ce qui concerne l'Allemagne par exemple, l'indice n'est plus calculé sur la base de l'évolution des prix d'un volume déterminé de marchandises, mais sur celle des sommes nécessitées par une consommation réduite par le rationnement. Il est évident qu'un tel indice ne peut être comparé à ceux des pays qui continuent de les établir selon les méthodes statistiques usuelles. Dans la plupart des Etats,

les chiffres relatifs au degré d'occupation et au chômage sont soit tenus secrets, soit faussés.

Tout au plus peut-on encore comparer entre elles certaines notations de prix du commerce de gros. Au cours de l'année dernière, les prix dits mondiaux (c'est-à-dire les prix de certains produits standard faisant l'objet de grosses transactions) ont évolué comme suit sur les marchés américains:

	Décembre		Augmentation en % comparative- ment à l'année précédente
	1940	1941	
Blé, Winnipeg	73,87	74,37	+ 0,7
Blé, Chicago	87,00	126,87	+ 45,8
Café, New-York	5,37	9,37	+ 74,5
Sucre, New-York	2,92	3,50	+ 19,8
Saindoux, New-York . . .	5,65	10,67	+ 88,9
Cuivre, New-York	12,00	12,00	—
Zinc, New-York	50,10	52,00	+ 3,8
Coton, New-York	10,50	18,59	+ 77,0
Caoutchouc, New-York . .	20,20	24,87	+ 23,1
Pétrole brut, Midcontin .	1,02	1,17	+ 14,7

Alors qu'au cours de la première année de guerre les prix des matières premières n'ont augmenté que faiblement (on a même constaté certaines baisses, nous enregistrons aujourd'hui une tendance générale — bien qu'inégale — à la hausse. Quoi qu'il en soit, la hausse des matières premières sur le marché américain n'est en rien comparable à l'évolution du coût de la vie dans notre pays. Au Canada et en Amérique, par exemple, le prix du blé est demeuré stable depuis l'an dernier. Aux Etats-Unis, la montée des prix constatée est due à la constitution de stocks et aux mesures de soutien décrétées par le gouvernement. L'Amérique du Sud a de la peine à liquider ses excédents de produits alimentaires, les marchés européens étant fermés.

Les chiffres de la *production* des produits indispensables à la conduite de la guerre sont tenus secrets. Bien que tous les pays sans exception multiplient leurs efforts pour accroître leur production, ils ne sont pas toujours en mesure d'atteindre les normes qu'ils se sont fixées. Il semble que l'Allemagne ait atteint depuis quelque temps le maximum de sa capacité; les nouvelles armées levées pour le front russe ne peuvent être mises sur pied qu'au détriment de la production. Le Reich s'efforce de combler les vides de la mobilisation en recourant à la main-d'œuvre étrangère et en s'ingéniant d'utiliser à 100 % l'appareil de production des pays occupés. Sans compter les prisonniers, on estime à plus de 2 millions l'effectif des travailleurs étrangers en Allemagne. Il semble cependant que divers facteurs ne permettent pas d'atteindre intégralement les buts proposés.

La production britannique approche progressivement du maximum. La réserve de main-d'œuvre, qui était encore d'un million au début de la guerre, est tombée au-dessous de 200,000 (pour la plupart des individus dont la capacité de travail est réduite). En revanche, les Etats-Unis disposent encore d'énormes réserves de main-d'œuvre et de matières premières (chômeurs et travailleurs occupés dans des industries qui ne sont pas indispensables à la conduite de la guerre. L'affectation et l'adaptation de cette main-d'œuvre à la production de guerre n'allant pas sans exiger passablement de temps, il est probable que l'industrie de guerre des Etats-Unis n'atteindra pas avant l'an prochain le maximum de sa capacité.

En dépit de l'aggravation de la situation et des difficultés qui se heurtent à nos importations, la situation de

l'économie suisse

est demeurée relativement satisfaisante. En dépit de la régression du commerce extérieur, l'activité économique de 1941 a été partiellement plus intense que l'année précédente. Dans certaines industries, la capacité de production a été pleinement utilisée. Ici et là on a constaté une pénurie de main-d'œuvre; l'introduction du service obligatoire du travail a été jugée nécessaire. Les chiffres du chômage ont été inférieurs à ceux de 1940; pourtant, il faut tenir compte de l'effectif de la main-d'œuvre mobilisée, affectée à la fabrication de matériel de guerre ou encore aux détachements de travail.

Comme d'habitude, nous allons passer en revue un certain nombre de secteurs.

Malgré les besoins financiers de la Confédération, on constate une grande liquidité sur

le marché des capitaux.

Le niveau considérable de l'offre a eu pour conséquence une baisse du niveau de l'intérêt. Cette évolution a été accentuée par les nouveaux retraits de capitaux suisses placés à l'étranger. En 1941, les réserves d'or et de moyens de paiements étrangers (devises) de la Banque nationale ont augmenté de 386 millions de francs, passant à 3558 millions. La plus grande partie de ces réserves sont constituées en or. Depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis, le stock de dollars est tombé à 0,7 milliard.

Les énormes dépenses nécessitées par la défense nationale n'étant couvertes qu'en faible partie par des impôts, la Confédération a été dans l'obligation, en mai et en novembre, d'émettre de gros emprunts pour un total de 826 millions de francs, dont 550 millions de francs à court terme sous forme de bons de caisse (en grande partie souscrits par les banques). En regard des années précédentes, le total des émissions est en augmentation:

	Emissions publiques d'obligations (sans les conversions)		Emissions d'actions	Montant total des capitaux investis
	Emprunts suisses	Emprunts étrangers		
	en millions de francs			
1936	419	—	1	420
1937	276	193	16	485
1938	171	65	7	243
1939	68	— 11	5	62
1940	519	—	—	519
1941	913	—	22	935

Ces chiffres ne prennent pas en considération le remboursement des emprunts obligataires, qui ont atteint 181 millions de francs en 1941. Les emprunts ont pu être émis à des conditions plus favorables qu'en 1940 (à 3½ et 3¼ % et les bons de caisse à 3 et 2½ %).

Les émissions d'actions ont atteint un chiffre remarquablement élevé. Aux 22 millions qui figurent dans le tableau ci-dessus, il convient d'ajouter la remise d'actions gratuites pour un montant nominal de 18,5 millions de francs, mais dont la valeur réelle est nettement plus élevée. C'est un signe de l'expansion de certaines industries, telle qu'elle est commandée par la guerre.

L'évolution du taux de l'intérêt ressort du tableau ci-dessous, qui indique le rendement moyen de douze emprunts fédéraux sur la base des cours de bourse:

	Moyenne annuelle	1936	Pour-cent
»	»	1937	4,43
»	»	1938	3,41
»	»	1939	3,24
»	»	1940	3,76
»	»	1941	4,06
»	»		3,39

De 1940 à 1941, l'intérêt moyen a baissé de 0,67 %. A la fin de décembre, le rendement des titres fédéraux s'inscrivait à 3,27 % contre 3,8 % au mois correspondant de l'année précédente et 3,22 % (le niveau le plus bas atteint à la fin de septembre).

Les taux d'intérêts des banques suivent également cette évolution:

	Taux d'intérêt en %			
	Obligations de caisse	Dépôts d'épargne	Hypothèques de 1er rang	
	12 banques cantonales	7 grandes banques	12 banques cantonales	
1936	3,82	3,83	3,08	4,23
1937	3,18	3,10	2,99	4,05
1938	2,83	2,80	2,68	3,78
1939	3,02	3,06	2,48	3,74
1940	3,67	3,73	2,59	3,89
1941	3,26	3,32	2,64	3,89
Décembre 1940	3,56	3,77	2,69	3,95
» 1941	3,03	3,04	2,58	3,87
Recul du taux de l'intérêt de décembre 1940 à déc. 1941	— 0,53	— 0,73	— 0,11	— 0,08

Le recul du taux d'intérêt des obligations des banques a été particulièrement sensible; en revanche, les taux des dépôts d'épargne et des hypothèques sont pour ainsi dire demeurés stables.

Les cours des actions reflètent également la conjoncture de guerre. Les cours moyens ont évolué comme suit au cours de ces dernières années (en pour-cent de la valeur nominale):

		Indice général des cours des actions	Indice des actions industrielles
1936	Moyenne annuelle	119	191
1937	»	174	249
1938	»	189	305
1939	»	166	298
1940	»	146	280
1941	»	166	305
	Fin décembre 1940	143	278
	Fin décembre 1941	178	319

A la fin de décembre 1941, l'indice général des actions était de 24,5 % plus élevé qu'un an auparavant; au cours de la même période, le niveau des actions industrielles a augmenté de 15 % en moyenne. Les gains les plus importants ont été réalisés par l'industrie des machines (+ 42 %) et par les banques (+ 44 %).

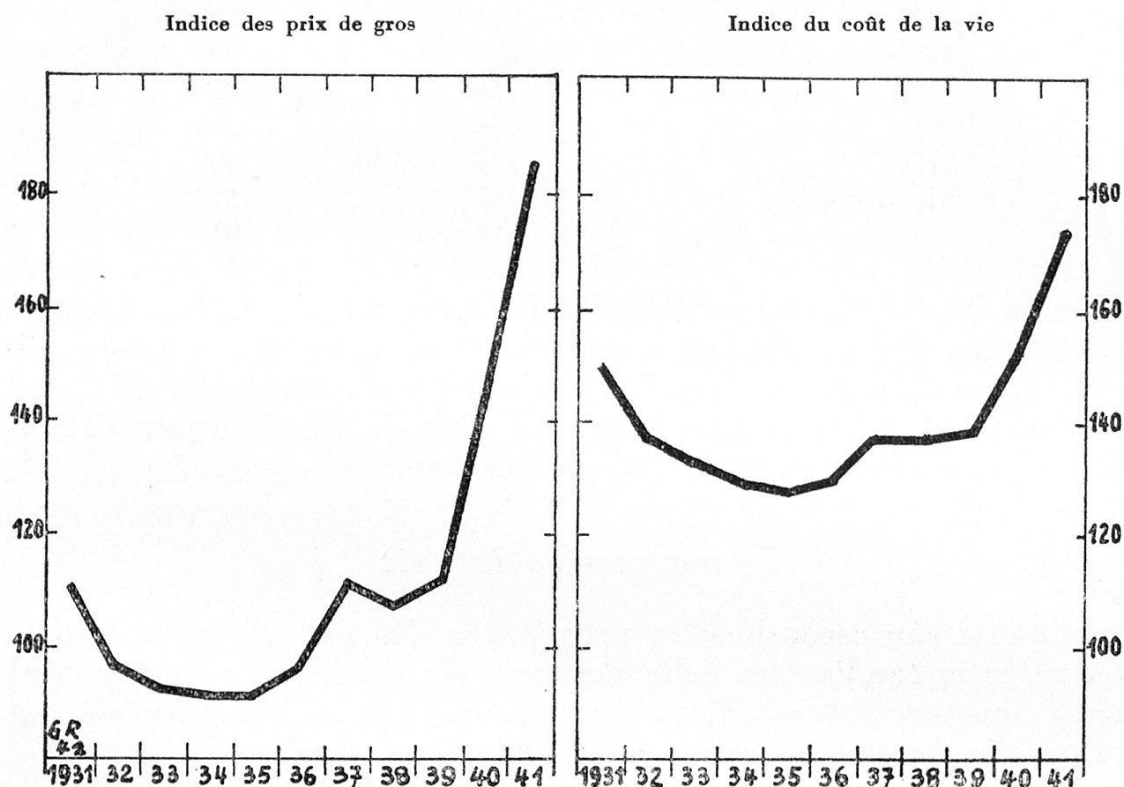
Le mouvement des prix

a poursuivi son ascension; la progression des prix de gros s'est un peu ralentie tandis que celle des prix de détail (coût de la vie) accuse une certaine accélération. Les chiffres-indices officiels ont évolué comme suit au cours de ces dernières années:

	Indice des prix de gros	Indice général	Indice du coût de la vie			
			Alimen- tation	Habille- ment	Chauffage et éclairage	Loyer
			Juin 1914 = 100			
1936	96	130	120	111	113	178
1937	111	137	130	120	116	175
1938	107	137	130	123	116	174
1939	111	138	132	121	116	174
1940	143	151	146	145	132	173
1941	184	174	175	184	145	173
Décembre 1940	164	160	158	158	142	173
Décembre 1941	199	184	189	198	148	173
Modification de déc. 1940 à déc. 1941	+21,3%	+15,0%	+19,6%	+25,3%	+ 4,2%	—
Modification d'août 1939 à déc. 1941	+85,1%	+34,3%	+44,3%	+64,7%	+29,2%	—

Dans l'espace d'un an, les *prix de gros* ont augmenté de 21,3 % (de plus de 40 % pour certaines matières premières telles que les

textiles et le caoutchouc). Alors que le renchérissement des produits indigènes s'inscrit à 16 %, celui des marchandises importées atteint 27 %. On constate que le rythme de la hausse des produits indigènes tend à s'adapter à celui des marchandises importées; en d'autres termes, la part du renchérissement dû à des facteurs intérieurs (par un déplacement du revenu à l'avantage des producteurs) est devenue plus grande. Depuis le début de la guerre, la hausse de l'indice des prix de gros a augmenté de 85 % (52 % pour les produits indigènes et 136 % pour les marchandises importées).



Depuis le mois d'août 1939, ce sont les marchandises ci-dessous qui ont enregistré les hausses les plus fortes:

	En %
Diverses matières premières	209
Textiles, cuir, caoutchouc	141
Métaux	137
Denrées alimentaires végétales	115
Charbons, bois de feu	97
Fourrages	87

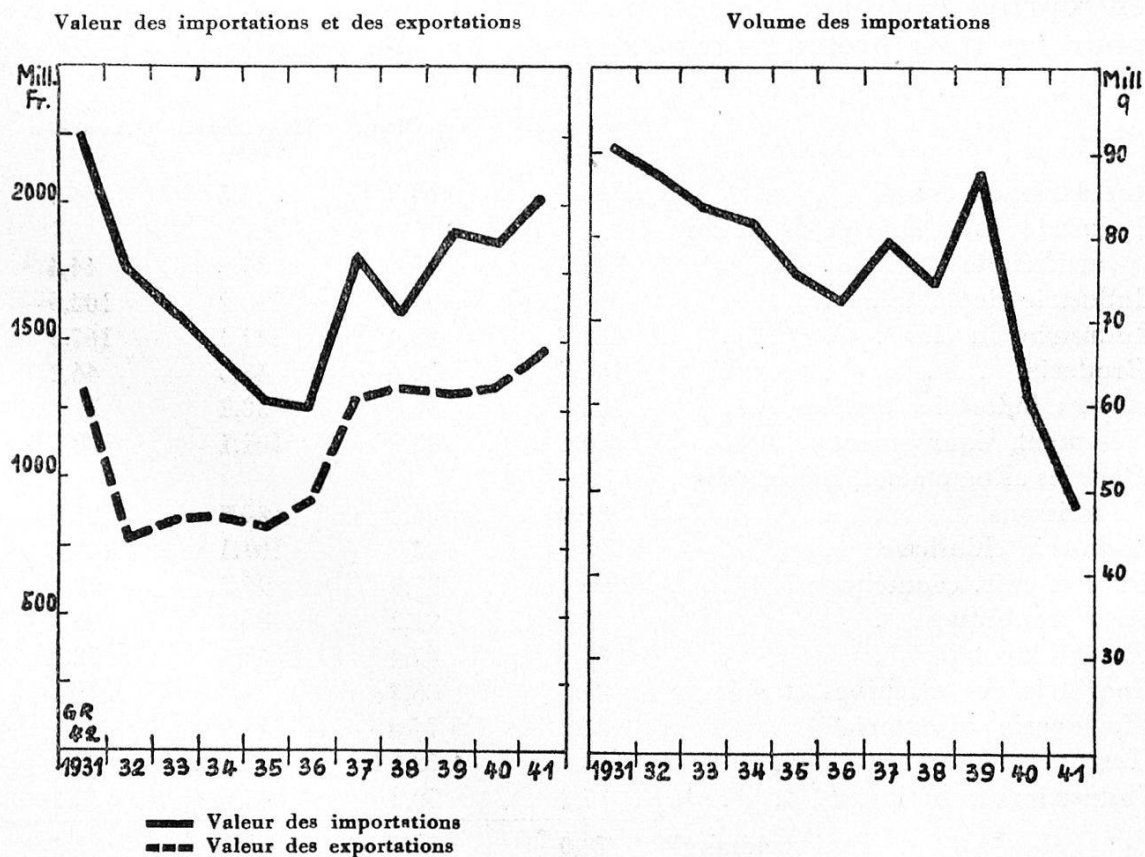
L'indice du coût de la vie a augmenté de 15 % exactement en 1941. Les dépenses d'habillement (25 %) et les denrées alimentaires (20 %) sont au-dessus de la moyenne; en revanche, l'indice des loyers est demeuré stable. En décembre 1941, comparativement à août 1939, le coût de la vie avait augmenté de 34,3 %. L'habillement avec 65 % et les denrées alimentaires avec 40 % sont les principaux facteurs du renchérissement.

Le commerce extérieur,

pour lequel on ne publie plus que des données globales sans donner d'indications sur sa structure (nature et quantité des marchandises importées et exportées, pays d'origine et de destination) semble favorable si l'on considère uniquement les chiffres relatifs à la valeur :

	Importations	Exportations	Excédent des importations
	en millions de francs		
1936	1266	882	384
1937	1807	1286	521
1938	1607	1317	290
1939	1889	1298	591
1940	1854	1316	538
1941	2024	1463	561

La valeur des importations est en augmentation de 9,2 % et celle des exportations de 11,2 %. L'excédent des importations a légèrement augmenté. Toutefois, étant donné l'énorme renchérissement, notamment des marchandises importées, on ne saurait comparer qu'avec prudence ces chiffres à ceux des années antérieures. De 1940 à 1941, le *volume* des importations a reculé d'un cinquième. En regard de la période normale d'avant-guerre, cette régression s'inscrit en moyenne à 50 %. On tirera sans peine les conclusions qui s'imposent quant à la précarité de notre approvisionnement en matières premières et de denrées alimentaires. Quoiqu'il en soit, étant donné l'aggravation de la guerre économique, des difficultés de transport et de la pénurie sur le continent, nos importations peuvent être considérées comme encore favorables.



On constate que même l'évolution de nos exportations à destination des pays d'outre-mer n'est pas défavorable. Cependant, l'accroissement de la valeur d'exportation est probablement inférieure à l'augmentation des produits exportés, si bien que le volume est considérablement au-dessous de celui des bonnes années d'avant-guerre. Mais, en temps de guerre, les exportations s'effectuent dans des conditions qui diffèrent radicalement de celles du temps de paix. La Suisse devant pratiquer une stricte économie de main-d'œuvre et de matières premières, nous devrions limiter les exportations aux produits qui nous assurent des contre-prestations en marchandises de première importance. Nos échanges commerciaux avec les autres pays devraient être organisés selon ce principe. Dans les conditions actuelles, il est absolument faux d'exporter pour exporter ou pour s'assurer uniquement un gain financier. Des exportations ne nous garantissant pas, en retour, des produits indispensables, déterminant tout au plus une perte de substance.

La production industrielle

a continué d'augmenter bien que l'armée ait encore sur pied des contingents importants et qu'une main-d'œuvre considérable ait été affectée aux travaux de défense nationale et à l'extension des cultures.

L'indice de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail relatif au degré d'occupation des ouvriers travaillant dans les entreprises d'une même branche (et qui a porté sur 2500 entreprises occupant 250,000 ouvriers) donne la moyenne suivante pour les trois premiers trimestres de l'année considérée (1929 = 100) :

	Janv./Sept. 1938	Janv./Sept. 1939	Janv./Sept. 1940	Janv./Sept. 1941
Industrie du coton	66,7	67,8	71,5	66,7
Industrie de la soie et de la soie artificielle	42,1	39,8	37,2	44,4
Industrie de la laine	91,2	95,6	110,2	102,9
Industrie du lin	108,3	95,4	141,1	167,5
Broderie	52,7	52,6	43,5	46,2
Autres industries textiles	50,3	56,0	50,2	51,0
Vêtement, équipement	89,2	93,2	101,1	100,3
Denrées alimentaires, bière, tabac, boissons	86,0	86,0	89,8	86,6
Industrie chimique	96,6	93,7	101,1	102,8
Papier, cuir, caoutchouc	99,1	95,9	96,2	99,4
Arts graphiques	97,1	92,2	86,3	93,9
Travail du bois	70,5	67,4	65,4	78,2
Industrie des machines et métaux.	86,9	85,3	94,3	98,4
Horlogerie, bijouterie	87,2	74,0	71,9	89,5
Terre et pierres	80,9	72,0	70,5	84,0
Industrie du bâtiment	57,3	50,3	43,5	55,1
Indice général	78,0	75,9	79,7	83,3

L'effectif des ouvriers occupés dans l'industrie en 1941 a été plus élevé de 4,5 % comparativement à 1940 et de 6,8 % comparativement à 1938. Le degré d'occupation a reculé dans les industries de la laine, du coton, de l'habillement, des denrées alimentaires, des boissons; en revanche, la situation s'est améliorée dans toutes les autres branches.

Mais ces chiffres ne doivent pas nous faire perdre de vue les ombres qui planent sur cette conjoncture de guerre et les dangers qui la menacent. La pénurie des matières premières a déjà commandé certaines limitations de l'activité industrielle, notamment sous forme de chômage partiel (avant tout dans le textile). Dans une étude que le « Journal des associations patronales » consacre à la conjoncture, nous lisons :

« De semaine en semaine, les industries de la laine, du coton et de la bonneterie attendent avec une impatience croissante l'augmentation de la production indigène de fibranne, seule possibilité de parer à une grave régression du degré d'occupation, l'entrée en guerre des Etats-Unis et du Japon rendant chaque jour plus aléatoire les importations de coton et de laine bruts, de soie, les fibres de textile rigides. »

On constate également, bien qu'encore isolées, certaines restrictions de la production dans l'industrie des machines et métaux.

Quelques chiffres relatifs à l'activité économique de 1929 à 1941.

	Importations en millions de francs	Exportations en millions de francs	Trafic-voyageurs des C.F.F. en millions de personnes	Trafic-marchandises des C.F.F. en millions de tonnes	Nombre des nouvelles habitations terminées dans les 30 localités les plus importantes	Rendement brut de l'agriculture en millions de francs
1929	2731 ¹	2078 ¹	126,6	19,3	9,330	1479
1930	2564 ¹	1747 ¹	127,9	18,5	10,294	1368
1931	2251 ¹	1336 ¹	124,3	17,8	12,681	1344
1932	1763 ¹	769 ¹	116,9	15,3	13,230	1208
1933	1595	819	114,9	14,8	9,910	1171
1934	1434	824	114,3	15,0	11,011	1172
1935	1283	795	109,9	14,2	6,661	1139
1936	1266	882	107,0	12,8	3,177	1103
1937	1807	1286	112,0	15,8	4,199	1258
1938	1607	1317	113,3	13,9	6,114	1297
1939	1889	1298	119,1	17,0	6,774	1289
1940	1854	1316	124,5	20,2	3,477	1491
1941	2024	1463	144,0 ²	23,3 ²	3,144	1678

¹ Sans les transformations et réparations.

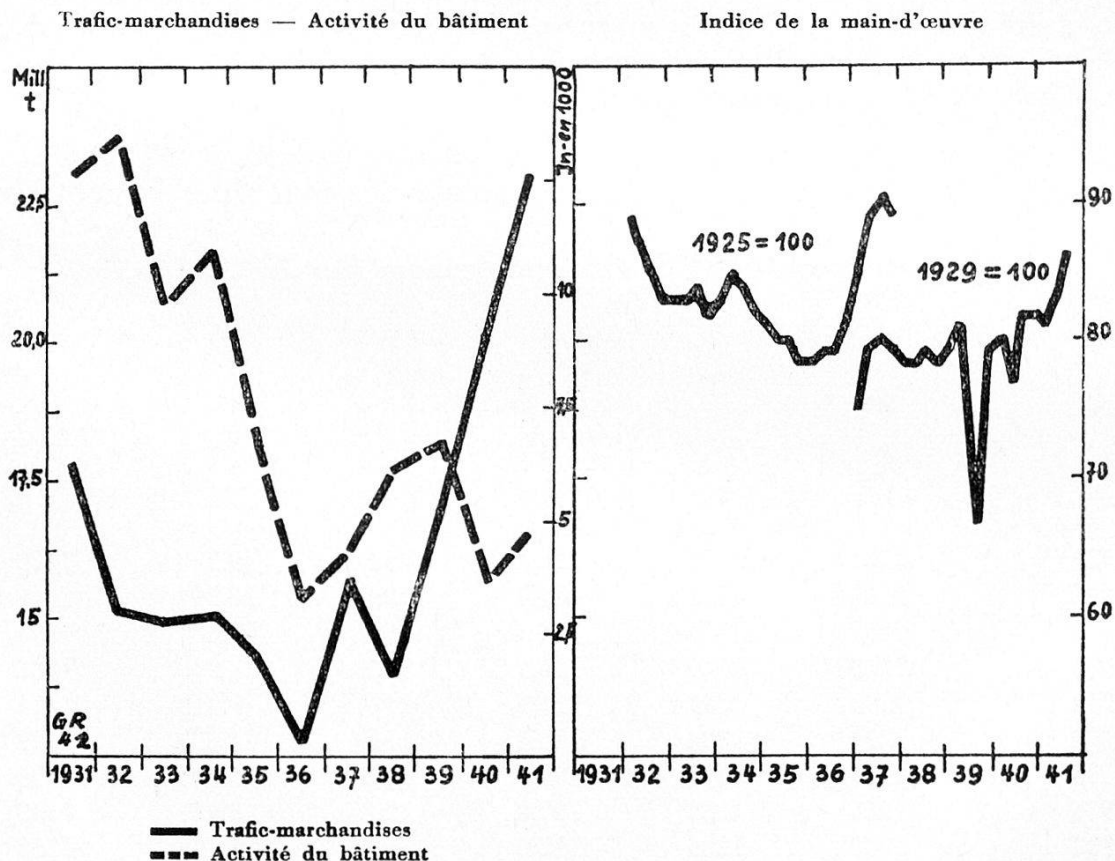
² Chiffre provisoire.

L'activité du bâtiment.

Comme il ressort des chiffres ci-dessous, l'activité du bâtiment a atteint un niveau extraordinairement bas en 1941 :

	Autorisations de construire dans 30 villes	Habitations terminées
1936	3219	3177
1937	6444	4199
1938	8537	6114
1939	5667	6774
1940	2834	3499
1941	4935	3144

Le niveau de 1941 est encore inférieur à celui de 1936, l'année du plus grand marasme dans l'industrie du bâtiment. Le nombre des autorisations de construire, plus élevé qu'en 1940, permettrait, semble-t-il, d'espérer que la recrudescence d'activité enregistrée au cours de l'été dernier se maintienne. Cependant, on peut craindre que les nouvelles mesures de rationnement (ciment, fer, plomb, cuivre, etc.), de même que l'augmentation des frais de construction ne réduisent cette activité de quelque 40 %.



L'industrie a fait procéder à de nombreuses constructions. Le degré d'occupation intégral enregistré dans la plupart des branches a nécessité de nombreux agrandissements et transformations. En regard de l'année précédente, le nombre des projets soumis aux inspecteurs fédéraux des fabriques a augmenté de 50 %.

Les constructions dites d'intérêt national (fortifications, constructions de routes, etc.) ont permis de compenser dans une certaine mesure la paralysie de la construction d'habitations privées. Cependant, ces travaux ont occupé un grand nombre de travail-

leurs dans le cadre du service obligatoire du travail. Grâce aux interventions des organisations syndicales, il a été possible d'alléger les désavantages résultant de l'isolement des chantiers, des bas salaires et du chômage conditionné par les intempéries et d'obtenir des indemnités de déplacement, des indemnités pour suspension du travail, de même que des bons de transport.

L'année qui vient de s'écouler a été satisfaisante pour

l'agriculture,

aussi bien en ce qui concerne la quantité que la qualité et, avant tout, les prix. Bien que la récolte de céréales et de pommes de terre se soit ressentie en partie des conditions atmosphériques, les résultats, notamment ensuite de l'extension des cultures, ont été supérieurs à ceux de l'année précédente. La récolte de foin a été satisfaisante, celle des fruits a été moyenne. La pénurie de fourrages a déterminé un recul de la production laitière; cette régression a toutefois été inférieure de 5 pour cent au chiffre prévu. L'offre de bétail a diminué. Cette situation a rendu nécessaire le rationnement du beurre et du fromage, le contingentement du lait et l'introduction de deux, puis de trois jours sans viande.

La hausse de 17 % des prix agricoles — dont l'indice a passé de 128 en décembre 1940 à 150 en décembre 1941 (août 1939 = 100) — a permis une forte augmentation du rendement brut de l'agriculture suisse. Ce dernier a atteint 1678 millions de francs pour 1941, soit en augmentation de 170 millions de francs ou 10 % comparativement à l'année précédente. C'est le rendement des surfaces cultivées et de la culture maraîchère qui accuse la plus forte augmentation; viennent ensuite l'industrie laitière et l'élevage du bétail d'abattage. La culture des fruits et l'élevage des porcs n'enregistrent aucune amélioration du rendement. Il ne faut pas perdre de vue le renchérissement des frais de production. L'indice des moyens de production agricoles calculé par le Secrétariat de l'Union suisse des paysans marque une hausse de 10 % de 1940 à 1941. Quoi qu'il en soit, le rendement net de l'agriculture a augmenté et l'on ne peut nier que, comparativement à la période d'avant-guerre, la situation de l'agriculture se soit améliorée.

Les transports.

Le trafic des C.F.F. a atteint des chiffres record. Le volume des marchandises transportées a été supérieur de 15 % à celui de 1940 et de 20 % à celui de l'année record d'avant-guerre, 1929. De même, le trafic-voyageurs (144 millions) dépasse de 16 % les chiffres de 1940 et de 13 % ceux de 1930, l'année record de la période d'avant-guerre. L'augmentation des recettes a été très supérieure à celle des dépenses d'exploitation. Comme en 1940, le bilan des C.F.F. pour 1941 est favorable.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'une partie de ce trafic est due à des facteurs extraordinaires, notamment à la para-

lysie du trafic routier consécutive à la pénurie de benzine. De son côté, l'intense activité économique n'a pas laissé de contribuer à ces résultats.

Comme l'an dernier, l'industrie hôtelière et le tourisme demeurent les secteurs les plus frappés par la guerre. Tandis que les arrivées d'hôtes étrangers ont pour ainsi dire entièrement cessé, le nombre des hôtes indigènes augmente. Alors que le chiffre des nuitées d'hôtes étrangers a diminué de 11 % de janvier à novembre 1941 (1,49 contre 1,67 million), le chiffre des nuitées d'hôtes indigènes a passé de 7,70 à 8,86 millions, en augmentation de 15 %. Le chiffre global des nuitées a passé de 9,38 à 10,35 millions. Si réjouissante que soit cette amélioration, le trafic touristique n'en a pas moins reculé d'un tiers depuis 1937/38. En outre, les hôtes indigènes ne se répartissent pas également entre les divers centres hôteliers, si bien que certaines stations et certaines catégories d'hôtels se ressentent très durement de la guerre.

Le chômage

a enregistré un nouveau recul. Le tableau ci-dessous indique les fluctuations de la moyenne annuelle des personnes en quête d'emploi et des chômeurs complets:

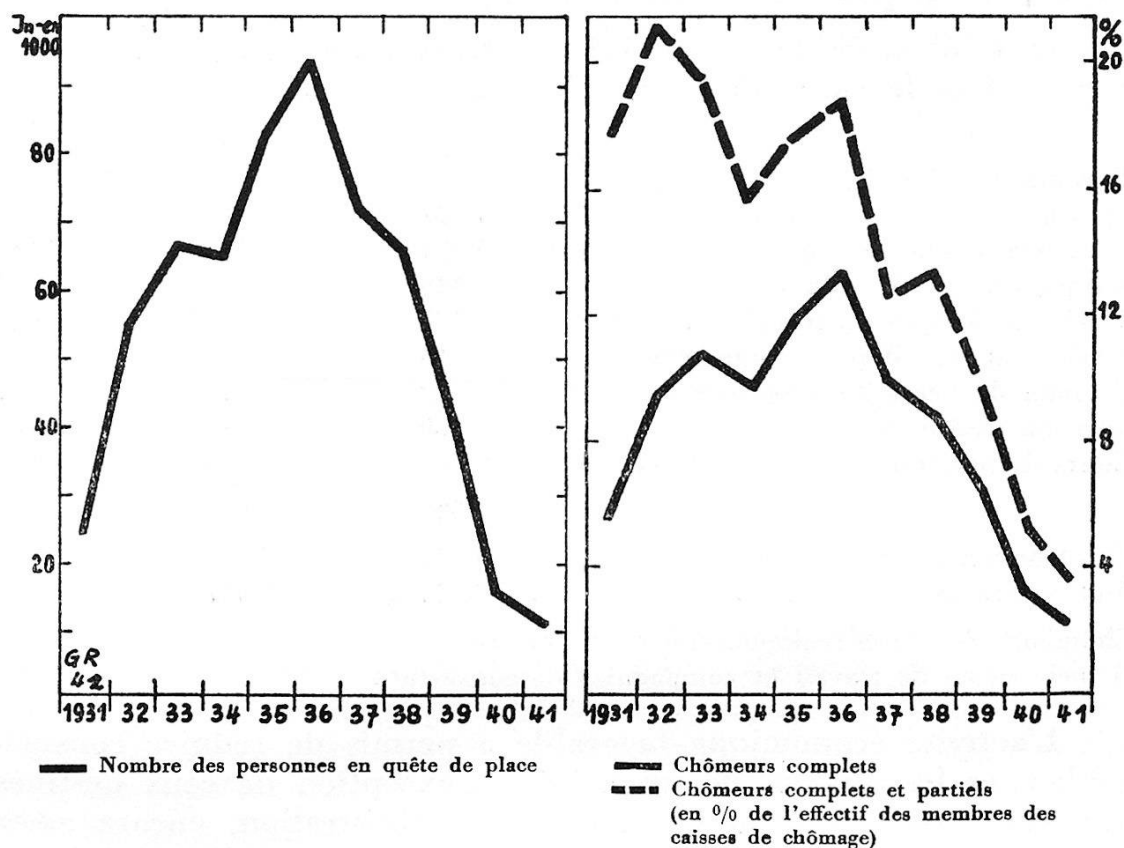
	Nombre des		Ampleur du chômage parmi les membres des caisses de chômage (en pour-cent)	
	personnes en quête de place	chômeurs complets	Chômeurs complets	Chômeurs partiels
1929	8,131	—	1,8	1,7
1930	12,881	—	3,4	7,2
1931	24,208	—	5,5	12,2
1932	54,366	—	9,3	12,0
1933	67,867	—	10,8	8,5
1934	65,440	—	9,7	6,0
1935	82,468	—	11,8	5,9
1936	93,009	80,554	13,2	5,3
1937	71,130	57,949	9,9	2,5
1938	65,583	52,590	8,7	4,5
1939	40,324 *	36,663	6,5	2,9
1940	16,374	14,785	3,1	2,1
1941	10,550	9,095	2,1 **	1,6 **

* Une comparaison exacte avec l'année précédente n'est pas possible.

** Estimation provisoire.

En 1941, le nombre des personnes en quête de place inscrites aux offices de travail a été inférieur de 5824 ou de 36 % à celui de l'année dernière, tombant au niveau de 1920, chiffre qui n'avait plus été atteint depuis lors. Cependant, nous sommes encore très éloignés de l'état de haute conjoncture enregistré il y a douze ans; en effet, il ne faut pas oublier que 16,000 personnes sont occupées dans le cadre de la création d'occasions de travail et que, d'autre part, la mobilisation partielle de l'armée allège considérablement le marché du travail.

Chômage



Le tableau ci-dessous indique la répartition entre les diverses professions des personnes en quête d'emploi:

	1939	1940	1941
Industrie du bâtiment	16,676	5,966	3,135
Commerce, administration	3,229	1,802	1,487
Manœuvres, journaliers	2,874	1,038	806
Industrie textile	1,535	1,030	746
Industrie des machines et métaux	3,032	841	645
Industrie hôtelière	1,252	769	608
Horlogerie et bijouterie	4,452	1,604	474
Travail du bois et du verre	1,904	693	405
Habillement, nettoyage	669	415	386
Arts graphiques	491	248	240
Alimentation, boissons, tabac	565	164	182

Le recul considérable du chômage dans l'industrie du bâtiment est dû à l'affectation d'un grand nombre d'ouvriers aux travaux de défense nationale; l'horlogerie enregistre également une forte régression. Quant à l'industrie des machines et métaux, elle ne comptait, en 1940 déjà, qu'un faible effectif de chômeurs. La proportion des sans-travail est encore assez forte (1 % au moins des personnes occupées) dans les cantons d'Appenzell Rh. Ext., Bâle-Ville, Neuchâtel, Genève, Zurich et Fribourg.

Le *chômage partiel* est également minime (1,6 % en moyenne contre 2,1 % en 1940). Depuis quelques mois cependant, il a une

tendance à augmenter, notamment dans le textile et l'habillement ensuite de la pénurie de matières premières.

Le tableau ci-dessous indique la fluctuation des personnes occupées dans le cadre de la création de possibilités de travail:

	1939	1940	1941
Travaux de nécessité:			
Chômeurs	7,621	2,270	1,804
Autre main-d'œuvre	3,023	1,420	1,318
Service du travail volontaire	649	94	51
Service technique du travail	171	133	115
Service du travail pour commerçants	110	75	71
Travaux de nécessité administratifs	82	139	217
Bureaux d'adresses	280	230	202
Cours de perfectionnement professionnels	564	286	225
	12,500	4,647	4,003
Construction de routes alpestres	1,718	1,132	?
Autres travaux	1,955	2,947	?
Chômeurs demeurés volontairement au service			5071
Détachements de travail et compagnies de couverture			6866

L'activité économique favorable a permis de réduire considérablement les travaux de nécessité, à l'exception de ceux destinés aux chômeurs du commerce et de l'administration, encore assez nombreux. De même, le service volontaire du travail a été fortement réduit. En revanche, nous voyons figurer dans notre tableau deux nouvelles catégories: les chômeurs demeurés volontairement au service et ceux qui ont été affectés aux détachements de travail et aux compagnies de couverture.

Les chiffres et graphiques ci-dessus confirment notre constatation du début, à savoir que la situation économique de la Suisse a été relativement satisfaisante au cours de cette seconde année complète de guerre. Il dépend de l'évolution de notre approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires que cet état de choses se maintienne ou s'aggrave. A son tour, l'évolution de nos importations est étroitement conditionnée par la guerre, en d'autres termes par des facteurs que nous ne pouvons prévoir. Tout pronostic est donc impossible. Nous ne pouvons que répéter, à titre de conclusion, ce que nous disions ici même l'an dernier: Les autorités compétentes ont donc pour tâche de renforcer l'organisation et la coordination des forces de production afin d'assurer de la manière la plus efficace notre défense nationale, le maintien du degré d'occupation et notre approvisionnement.